

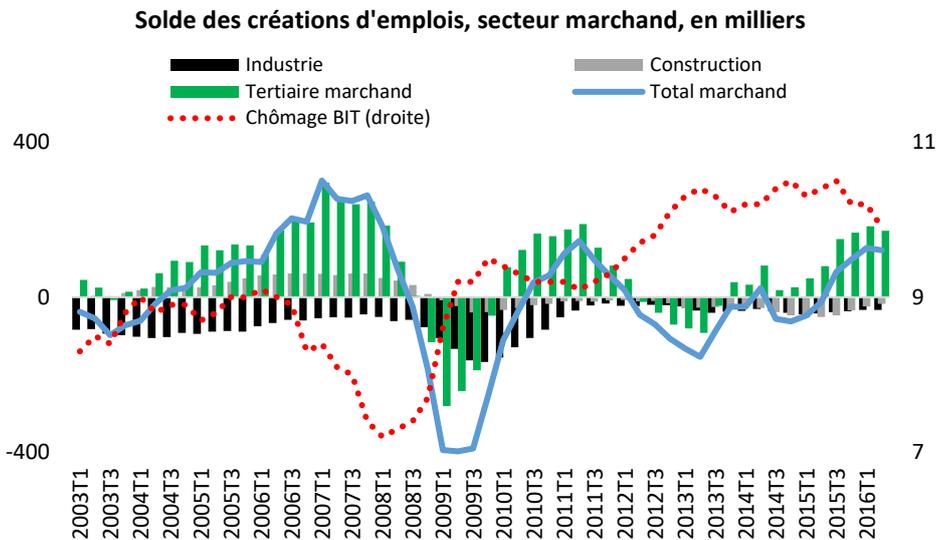
Emploi et chômage en France : un léger mieux

Vendredi 4 novembre 2016

Ce flash fait le point sur la situation de l'emploi et du chômage en France et présente les résultats d'une analyse réalisée sur les flux « entrées-sorties » à Pôle Emploi.

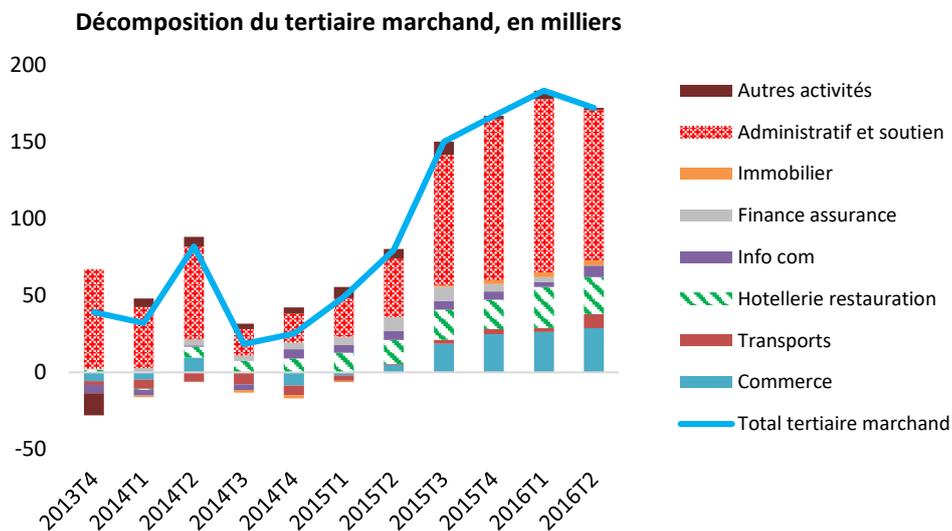
1. Un emploi marchand qui croît, un taux de chômage en léger recul

En glissement annuel, l'économie française aurait renoué avec les **créations d'emplois** au cours du troisième trimestre (T3) 2015, soit une première depuis le T1 2012 (exception faite du T2 2014). Ce mouvement s'appuierait sur une accélération des créations dans le **tertiaire marchand**, tandis que les destructions se poursuivraient, à un rythme moindre, dans l'industrie et la construction.



Source : Afep à partir d'INSEE. En glissement annuel.

Deux activités concentreraient la moitié des créations depuis la fin 2013 : le **commerce** et les **activités administratives** et de **soutien aux entreprises**. On note également une croissance de l'emploi dans l'hôtellerie-restauration, cette activité permettant d'expliquer près de 20 % des créations. S'il contribue à l'évolution observée, l'intérim n'explique qu'une partie des créations au T2 (+ 36 000 sur + 172 000).



Source : Afep à partir d'INSEE. En glissement annuel.

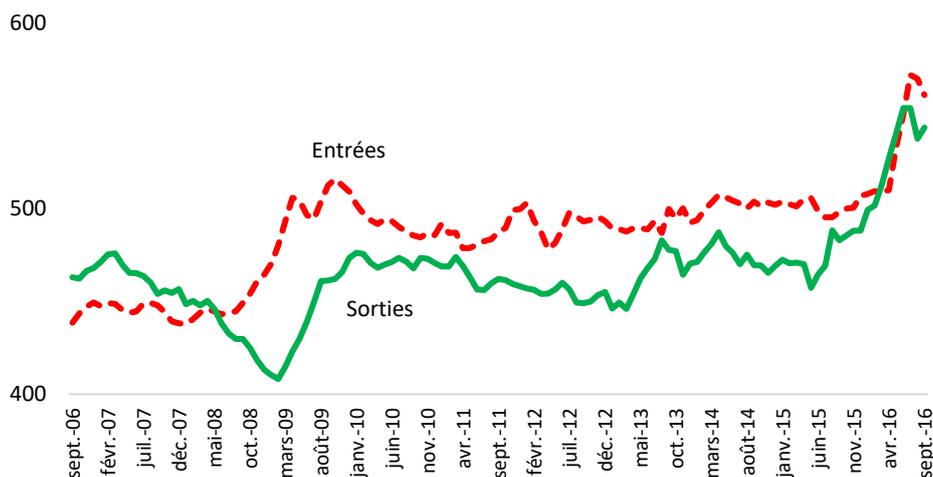
Au total, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du Travail (BIT) serait en recul depuis le pic du T3 2015 (10,5 %), passant très légèrement en-dessous de la barre des 10 % (**9,9 %** au T2 2016).

Le taux de chômage des **jeunes actifs** resterait massif (**24,3 %**), exhibant une relative stabilité depuis le début de 2014. Le taux de chômage de **longue durée** (soit le rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi depuis au moins un an et le nombre d'actifs) en France métropolitaine est lui stable à un niveau historiquement élevé (4,3 %) depuis la fin 2014, l'absence d'emploi dans la durée touchant plus de 1,2 million de personnes. Enfin, le « **halo** » autour du chômage (individus inactifs au sens du BIT, donc exclus des statistiques, mais désirant travailler) poursuivrait sa hausse, atteignant près de **1,5 million d'individus** contre une moyenne avant-crise d'environ 1,2 million.

2. Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi : une analyse « entrées-sorties »

Dans la présentation médiatique réalisée chaque mois à l'occasion de la sortie des « chiffres du chômage » fournis par Pôle Emploi et la DARES, l'éclairage se concentre sur l'évolution de la catégorie A (demandeurs d'emploi « tenus de rechercher un emploi », sans emploi, selon la définition de Pôle Emploi) et, parfois, sur les autres catégories « tenues de rechercher un emploi » (B et C) et celles « non tenues de rechercher un emploi » (D et E). L'accent est en revanche rarement mis sur les **flux d'entrées et de sorties à Pôle Emploi** pour les catégories A, B et C, dont la décomposition offre pourtant d'intéressants enseignements. Du côté des **entrées**, les « **autres cas** » (rupture conventionnelle par exemple) sont majoritaires à près de 40 %, suivis par les **fin de CDD** (19 %) et la **reprise d'activité** à 16 % (fin de formation, fin de période de maladie-maternité, recherche d'un emploi après une période d'inactivité), tandis que les entrées pour cause de **licenciement** restent très minoritaires : moins de 10 % en faisant la somme des licenciements économiques et des autres licenciements, soit, à titre illustratif, l'équivalent de la part des entrées pour une **première inscription**. Sur la période récente, c'est la reprise d'activité qui a très nettement progressé. Du côté des **sorties**, le **défaut d'actualisation** reste la cause principale (39 %) suivie par la **reprise d'emploi** (19 %) et l'**entrée en formation** (16 %). Sur la période récente, c'est cette dernière catégorie qui a très fortement progressé¹, expliquant près des deux tiers de la hausse des sorties observée entre septembre 2015 et septembre 2016. En revanche, la part des sorties pour reprise d'emploi déclarée affiche une **tendance baissière** depuis le début de la série il y a 10 ans : à l'époque, une sortie sur quatre était liée à une reprise d'emploi, contre moins d'une sur cinq aujourd'hui.

Entrées et sorties, cat. A, B et C, en milliers



Source : Afep à partir de Pôle Emploi-DARES. Pour chaque mois M, moyenne sur M, M-1 et M-2. France métropolitaine.

Dans un environnement de croissance économique positive mais limitée aux alentours de 1 %, la dynamique de l'emploi affiche un léger mieux qui permet au taux de chômage d'enregistrer un début de reflux compte tenu de l'abaissement du seuil de croissance nécessaire à la réduction du chômage. Toutefois, de nombreux indicateurs rappellent la difficulté de la situation pour des millions d'actifs : jeunes, chômeurs de longue durée, personnes éloignées du marché du travail... L'analyse des flux « entrées-sorties » à Pôle Emploi conforte ce diagnostic, en faisant apparaître une sorte de système « circulaire » duquel il est particulièrement délicat de s'extraire. Par-delà les variations de la conjoncture, c'est à ce cercle vicieux structurel qu'il convient de s'attaquer.

¹ Suite aux annonces du 18 janvier 2016, lancement du plan « 500 000 formations supplémentaires » au mois de mars.